



De la nécessaire libération de l'histoire de France

Sans savoir si je suis vraiment dans le sujet, je vais parler d'un problème qui me semble grave : la situation de l'histoire en France, sachant qu'on a défini ce matin l'histoire comme une discipline essentielle pour savoir ce qui est, pour former des enfants à évaluer leur propre position sociale, pour réfléchir et être en situation soit de maintenir la société telle qu'elle est, soit éventuellement de la changer parce qu'elle pourrait ne pas paraître satisfaisante.

Je ne voudrais pas idéaliser ma discipline et expliquer qu'elle a été autrefois particulièrement progressiste et un instrument précieux de la volonté transformatrice, mais ce que je peux dire aujourd'hui, c'est que l'histoire constitue une discipline clé dans la tentative des classes dirigeantes pour empêcher les enfants et la population de connaître la situation telle qu'elle est.

Je fais partie des historiens - ils sont officiellement devenus rares - qui pensent que l'histoire est l'histoire de la lutte des classes. Je sais bien que cela fait très ringard (des colloques sont consacrés à des « concepts datés » comme les concepts « résistancialistes » qui expliquent par exemple que pendant la guerre le patronat a collaboré avec l'Allemagne. On y explique que ce sont des vieux concepts du temps où la société était en conflit, alors, on nous l'a dit ce matin, qu'elle ne l'est plus parce qu'on n'est pas le Brésil).

Je pense que notre société est partagée entre classes qui ne peuvent être d'accord pour des raisons de fond. Les unes ne sont pas propriétaires des moyens de production et les autres le sont. Il y en a plus d'un côté, il y en a moins de l'autre. Sans qu'on puisse dire que l'histoire ait joué une sorte de rôle dirigeant dans la prise de conscience des masses, on peut tout de même observer que, quand « ceux d'en bas » étaient mieux protégés, se défendaient mieux, disposaient d'organisations plus efficaces, bref, étaient capables notamment de lutter contre « les empiètements du capital » comme disait le vieux Karl, au moins l'histoire reflétait cela. Il n'y avait pas d'histoire progressiste en France mais

il y avait des universitaires qui enseignaient une sorte d'histoire critique. Par exemple, jusqu'à une période très récente, et pour prendre une spécialité qui n'est pas la mienne, la Sorbonne avait une chaire d'histoire de la Révolution détenue par les marxistes : une tradition depuis les années 1920, avec Mathiez, puis Lefebvre, puis Soboul... On en est aujourd'hui à vous expliquer - cela me semble caractéristique de la situation - que la violence révolutionnaire est une violence fantasmagorique puisque le révolutionnaire s'invente un ennemi auquel il prête des intentions malignes, d'où ces répressions abominables qui font que la révolution est la pire des solutions et qu'il convient de l'éviter. On n'en est plus aux héritiers de Lefebvre dont je considère la thèse de 1924 sur les paysans du Nord comme une des plus grandes thèses de l'historiographie française. Ce n'est plus Soboul, l'historien des sans-culottes. C'est aujourd'hui une histoire, très mode, de l'imaginaire social qui fait abstraction des rapports sociaux.

Les rapports sociaux sont tabous à l'Université et dans la recherche universitaire. Les manuels de l'enseignement secondaire, dans lesquels il n'y a plus d'histoire sociale, sont un reflet de la situation dans le Supérieur. Et s'il y a un poids important des donneurs d'ordre de la haute fonction publique administrative, les collègues universitaires ont aussi une responsabilité importante dans le fait que l'histoire de la classe ouvrière a disparu, que des chapitres sur le totalitarisme mêlent harmonieusement Staline et Hitler, que depuis 20 à 25 ans l'historiographie française a complètement changé de sens.

Il y aura vingt ans l'année prochaine, une historienne américaine qui s'appelle Diana Pinto avait fait un travail pédagogique important en regardant tous les manuels de la cuvée 1983. En deux ans on était passé d'une reconnaissance philosoïétique (une certaine reconnaissance pour l'écrasement de la Wehrmacht) et du peu de sympathie pour l'impérialisme américain à la situation inverse et à un changement total de perspective.

Ceux qui détiennent l'hégémonie dans ce domaine (par la présence aux jurys de concours et la rédaction de la bibliographie) disent qu'on se trouve dans une situation qui correspond aux nouvelles acquisitions de connaissances (ce qui est rigoureusement faux). Des générations de

professeurs formés pour des décennies, vont ainsi penser que l'idéologie dominante n'est pas l'objectif des classes dirigeantes mais qu'elle s'installe par une sorte de consensus général.

De mon expérience de chercheuse, il ressort que ceux qui ne fréquentent pas ou plus les archives se livrent à toute une série de déclarations péremptoires en particulier sur ce qu'ils appellent « l'histoire complot » (prêter aux classes dirigeantes une stratégie de lutte de classes, par exemple, serait céder à cette histoire complot).

C'est pourtant, globalement, ce qui se passe, et je vais faire l'histoire de ce qui provoquait l'étonnement de Diana Pinto. On s'est trouvé en effet depuis les années 1980 dans un paysage idéologique qu'elle signalait comme celui d'une transformation complète répondant à un projet politique. Dans une conjoncture caractérisée par l'affaiblissement des salariés dans le cadre d'une crise du capital devenue gravissime, pour maintenir des profits il faut écraser les salaires. Le patronat a besoin pour cela d'auxiliaires de catégories différentes, notamment d'idéologues qui occupent la presse pour exposer qu'il est indispensable de consommer moins, de produire moins, etc. ; de personnalités, y compris au sein du mouvement ouvrier, chargées de montrer le caractère technique de ces nécessités ; enfin d'intellectuels au service du patronat, quelque chose de partiellement nouveau dans notre métier, surtout dans ma discipline bien que l'idéologie conservatrice et réactionnaire a toujours été présente à l'université (le marxisme majoritaire est une fable). Ce qui est nouveau, c'est le rapport de forces et la mutation au sein du mouvement ouvrier avec l'affaiblissement des mouvements radicaux et un renforcement de la fraction droitière. Cette fraction, jusqu'alors, ne parvenait pas sur le plan intellectuel et en particulier historiographique, à avoir des positions très solides. Or, ce réformisme de droite, dans cette inversion des rapports de forces, a trouvé droit de cité.

Il était très bon pour devenir cet intellectuel qui allait corriger toutes les erreurs du passé d'avoir eu un début de carrière radical (un stage au sein du parti communiste était une excellente chose). Furet, par exemple, a acquis sa gloire en se faisant les ongles sur Soboul dans les années 1960. C'est sur cette base qu'il a été sélectionné pour devenir le second

d'une organisation strictement patronale, la fameuse Fondation Saint Simon (dont le premier titulaire a été Fauroux, président de Saint Gobain). Cette fondation a été le creuset de la conversion violemment réactionnaire et contre-révolutionnaire qui s'est produite entre les années 1970 et 1980. Furet a, en outre, été appelé à jouer un rôle politique important dans la commémoration du bicentenaire de la Révolution. La population française a pu apprendre ainsi que la chose la plus épouvantable qui nous était arrivée, c'était d'avoir fait une révolution, échec sanglant et matrice de toutes les horreurs contemporaines.

Furet, spécialiste d'une révolution dont tout le mal était parti, est devenu contemporanéiste et s'est attaqué à la révolution russe. Curieux historien, qui n'avait jamais mis les pieds aux archives comme doit pourtant le faire tout authentique historien et chercheur universitaire. Il est ressorti de ses incursions idéologiques qu'il n'y avait jamais rien eu de plus abominable que cette nouvelle tentative de changer le monde.

La société Saint Simon et les intellectuels qui s'y sont insérés ont joué un rôle déterminant dans la conviction que toute tentative de changer la société est une tentative mortifère.

On se retrouve dans une situation semblable à celle des années 1930. Ce que personne ne sait (j'espère que le petit écho qu'aura le livre que je prépare le fera savoir davantage). Dans les années 1930, autour d'un groupe de banques dominé par les banques Worms et Lehieux, se sont regroupés le Comité des Houillères, le Comité des Forges, des inspecteurs des finances, des polytechniciens et, parce que la crise s'aggravait comme ces dernières années et que le monde ouvrier était mécontent, des syndicalistes compréhensifs à l'égard des nécessités prétendument techniques du maintien intact du profit. (René Belin, bras droit de Léon Jouhaux par exemple et un certain nombre d'intellectuels, moins nombreux qu'aujourd'hui cependant). C'était un véritable complot politique et c'est à partir de 1934 qu'a cheminé la solution « Laval/Pétain » qu'il a fallu tout de même 6 ans et la défaite pour imposer en France. (j'attendrai que mon livre paraisse pour répondre aux accusations d'histoire-complot car les archives abondent.).

Le précédent complot n'a guère eu d'incidences sur l'enseignement de l'histoire. La novation de la période contemporaine, alors que la société a changé parce que les intellectuels sont plus nombreux et que les jeunes passent beaucoup plus longtemps dans l'enseignement, est qu'il a été indispensable d'impliquer l'histoire dans la formation idéologique. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le changement des manuels n'est pas le résultat d'un consensus né d'un hasard et qui ferait que la majorité de la population française serait revenue de ses amours coupables et aurait fait amende honorable. L'histoire est devenue un instrument idéologique majeur de conversion réactionnaire de ce qu'on appelait autrefois les masses, avec des conséquences considérables dans la vie de tous les jours.

Je pense qu'il n'y a plus grand chose qui empêche une grosse partie de la population - y compris les catégories les plus dociles comme l'encadrement - de penser que la situation est insupportable et même pas amendable. En revanche, l'offensive idéologique dont j'ai parlé - et qui ne s'arrête pas naturellement à l'histoire - a convaincu. Dans ce domaine, l'histoire a joué un rôle essentiel parce qu'elle n'avait jamais été mobilisée à ce degré pour convaincre qu'il n'est rien de pire que d'avoir eu l'audace de vouloir changer la société, que cette société n'est pas bonne mais que finalement elle est la seule possible.

Il faut lever un des butoirs les plus importants, non seulement à la connaissance scientifique mais à la réflexion et à la capacité critique : c'est à dire pouvoir opérer des révisions sur une série de champs qui ont été l'objet de l'incursion et de l'offensive de Furet et consorts. Arriver par conséquent, dans les programmes et les manuels, à expliquer non seulement ce qu'a été la Révolution Française - au programme du concours cette année - mais ce qui (je suis formelle) s'est passé quand des masses importantes ont tenté de changer le monde ; réviser sur la base de travaux sérieux fondés sur la consultation d'archives originales, ce qui est devenu article de foi et qu'on enseigne aujourd'hui à nos enfants : l'histoire de l'Union Soviétique telle que vous la connaissez si vous avez lu le merveilleux concentré idéologique paru dans *Le Monde* à l'occasion du cinquantenaire de la mort de Staline en mars 2003.

Un exemple de la situation actuelle : dans le livre datant de 1983 de Jean-Baptiste Duroselle, spécialiste pourtant réactionnaire des relations internationales, vous lisez que l'œuvre majeure de Herriot est d'avoir essayé de faire un dans les années trente un pacte franco-soviétique. Sujet maintenant tabou : pas un historien français n'oserait maintenant le dire (alors que les historiens anglo-saxons l'écrivent couramment). Expliquer comment la France est devenue le pays où l'intoxication sur l'Union Soviétique atteint des sommets me semble essentiel pour la progression de la connaissance historique et pour la réémergence de l'esprit critique.

Quand on parle d'éducation populaire, on parle d'éducation du peuple ou d'une fraction du peuple ainsi hissé à la compréhension de ce qu'il est, des forces dont il est l'objet, des rapports qu'il entretient avec telle classe ou tel groupe de classes. L'histoire de l'Union Soviétique n'est pas une question extérieure car il importe de savoir dans quelle mesure les classes dirigeantes ont considéré en 1917 comme effroyable et mortifère l'existence d'un pays supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme comme on appelait cela, la propriété privée des grands moyens de production et d'échanges exactement comme en 1789 l'Europe aristocratique s'est comportée envers l'expérience révolutionnaire française, aussi bourgeoise fût-elle. Dans l'historiographie actuelle sur cette question, les seuls ouvrages qui paraissent aujourd'hui - signe encourageant - sont américains. Mais ils sont traduits en français, - ce qui est une nouveauté car je pense que le livre d'Arno Mayer, qui porte sur une comparaison entre les révolutions française et soviétique, n'aurait pas pu sortir il y a cinq ans (*Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, Paris, Fayard, 2002).

Or, nous sommes aujourd'hui, pas seulement au sein de l'école ou de l'université, en mesure de faire progresser cette connaissance et de réfléchir sur les raisons pour lesquelles, pendant vingt ans, on a accepté que l'histoire fût révisée comme elle a été révisée et qu'une révision idéologique et une offensive intellectuelle dictées par les classes dominantes fussent parvenues au degré que je vous ai dit.

La petite, toute petite, poussée éditoriale critique (le livre de Franck Poupeau, ceux publiés par *Raison d'agir*, les livres

plutôt radicaux de Fayard, les livres critiques en général rencontrent du succès et se vendent bien) montre qu'on se trouve dans une situation plus favorable qu'on ne l'imagine. Cela devrait nous conduire à lire beaucoup et plus que jamais pour être en mesure de faire reculer l'obscurantisme que les classes dirigeantes ont réussi à établir depuis trente ans en France.

Annie LACROIX- RIZ ■■■

Il est arrivé du système suivi dans nos écoles que les filles de paysans elles-mêmes savent lire aujourd'hui ; mais comme elles ne savent plus coudre ni s'occuper du ménage et qu'il faut bien tuer le temps, elles lisent des romans. Et quels romans ! (...) La lecture des romans les pousse dans un enchaînement de désillusions, de déshonneur, de misère et de dégoût de la vie.

Louis Édouard PIETTE,
De l'éducation du peuple, 1859